

Expansion de la frontière économique, accès au marché et transformation de l'espace rural en Amazonie brésilienne

Philippe LÉNA*

INTRODUCTION

L'occupation de l'Amazonie a lieu au moment où l'agriculture brésilienne accroît davantage sa production par l'augmentation des rendements que par l'incorporation des terres neuves. C'est aussi le moment où les taux de croissance de la population urbaine atteignent leur maximum et où l'industrie, en cours de modernisation, parvient à exporter une quantité croissante de produits manufacturés. Du point de vue de l'économie spatiale, il s'agit là d'une phase durant laquelle devraient prédominer des tendances centripètes. Ce n'est donc pas le moindre paradoxe que le Brésil ait entrepris durant cette période la conquête de la moitié de son territoire. Mais l'intégration de l'Amazonie doit être reliée à ce que BECKER (1989) appelle le « projet de modernité » de l'État brésilien. Ce projet a pour objectif essentiel le renforcement du rôle de l'État afin de provoquer une transformation accélérée de l'économie et du territoire, seule capable (d'après les secteurs militaires et libéraux qui en sont à l'origine) de vaincre le sous-développement (BECKER, 1989).

Cette conception de la modernité s'est exprimée en Amazonie à travers des œuvres pharaoniques telles que la Transamazonienne, les grands barrages, les grandes exploitations minières, etc., qui, par leur forme d'appropriation foncière et de « territorialisation », vont atteindre profondément les populations régionales. Par ailleurs, grâce à ses disponibilités foncières, la région va attirer une population

* Géographe Orstom, Musée Goeldi, Département de sciences humaines, CP 399 - 66.040 Belém (PA) - Brésil.

rurale hétérogène composée aussi bien de paysans sans terre que d'éleveurs ou de petits paysans propriétaires. La modernité va donc côtoyer la tradition, le capital industriel et financier va entrer en conflit avec l'agriculture de subsistance, et la gestion étatique va se trouver confrontée aux mouvements sociaux qu'elle aura contribué à créer. Dans ce climat marqué par les conflits de toutes sortes, la nécessaire défense des intérêts des minorités [indiens, *seringueiros*, *posseiros* (1), paysans sans terre...] a souvent pris le pas sur l'analyse des dynamiques sociales et économiques réelles. Par conséquent, il est important de revenir à l'étude des pratiques des différents acteurs afin de comprendre les enjeux des conflits en cours.

EXPANSION DE LA « FRONTIÈRE » ET MODERNISATION DE L'AGRICULTURE

Une dynamique spatiale historique

Durant les années soixante-dix (et probablement jusqu'à aujourd'hui), l'Amazonie est la seule région du Brésil où il soit possible d'observer la croissance simultanée de la population rurale (à un taux de 7 à 16 % par an dans les régions en cours d'occupation), de la population active agricole, du nombre d'exploitants et de la superficie cultivée. Partout ailleurs, la modernisation de l'agriculture a entraîné la concentration foncière, la réorientation des activités productives et la diminution de la main-d'œuvre employée par unité de surface ou de produit. Durant la période, le sud du Brésil et la région Centre-Ouest enregistrent des pertes absolues de population rurale significatives (de — 2 % à — 0,3 %), et la région Nordeste une perte relative (+ 0,5 %); pour la première fois de son histoire, le Brésil connaît un taux de croissance négatif de sa population rurale (— 0,6 %). La première conséquence est un exode rural massif, qui aurait conduit 15 millions de personnes à migrer vers les villes entre 1970 et 1980 (MARTINE, 1982). Mais la ville n'est pas l'unique destination de ces migrants, une partie de l'exode rural des régions Sud, Sud-Est,

- (1) *Seringueiros* : collecteurs de caoutchouc. Les *posseiros* sont en général définis comme de petits paysans sans terre qui occupent spontanément des terres publiques (ou autres), sans titre de propriété. En fait, au regard des textes juridiques, est *posseiro* toute personne qui occupe une terre sans titre; la définition est donc valable pour nombre de *fazendeiros*. Par ailleurs, le terme ne préjuge en rien de la situation antérieure de l'intéressé; certains petits paysans, actuellement *posseiros*, sont d'anciens petits propriétaires qui ont vendu leur terre, jugée trop petite, pour en obtenir une autre, plus grande, aux moindres frais.

Nordeste, et maintenant Centre-Ouest, se dirige en effet vers la « frontière » amazonienne, où l'abondance de terre est censée permettre l'accès au statut de paysan, ou bien sa consolidation et son amélioration. Pour ces populations, la migration vers la frontière constitue un véritable projet d'autonomie, clairement opposé à la prolétarianisation (qui attendrait la plupart d'entre eux en cas d'option urbaine) ou à la subordination à un « patron » (2), situation bien connue des migrants nordestins.

Cette expansion du peuplement et des activités agricoles en arcs de cercle de plus en plus larges à partir du centre le plus développé du pays est un phénomène déjà ancien qui présente une structure temporelle bien définie. Elle commence par une occupation relativement dense de l'espace par des petits paysans ; les taux de croissance de la population rurale sont alors d'autant plus élevés qu'ils partent de valeurs absolues presque nulles. Dans un deuxième temps, la région connaît un blocage foncier relatif (qui concerne les terres accessibles) avec constitution d'un marché foncier et d'un marché du travail embryonnaire. L'accès à la terre est désormais difficile pour les paysans sans capital et on assiste à un début de concentration foncière au niveau des établissements de petite dimension, accompagné d'une réduction de la taille des *latifundia* improductifs. La région, déjà dotée d'infrastructures suffisantes, est de plus en plus incorporée au marché ; cela signifie qu'elle va subir des pressions modernisatrices, avec investissements, concentration foncière et substitution du capital à la main-d'œuvre. Elle connaît un fort exode rural, et les taux de croissance urbaine s'élèvent considérablement. Une partie de cette population expulsée cherchera à accéder à de nouvelles terres libres plus éloignées, en évitant ainsi l'entrée sur le marché du travail urbain. Dans leur mouvement centrifuge en quête de terre, ces migrants produisent ce qu'il est convenu d'appeler « l'expansion de la frontière agricole ».

L'Amazonie : une « frontière » très particulière

La plupart des auteurs distinguent trois ou quatre configurations, à la fois spatiales et temporelles, qui correspondent à des phases

(2) Propriétaire de la terre, auquel une partie de la récolte doit être remise. En Amazonie, le terme réfère aux différentes formes d'*aviamento* ou de *peonagem da dívida* qui consistent à fournir les vivres et biens nécessaires à la survie de l'employé et à en décompter la valeur du montant de son salaire ou du volume de sa production (caoutchouc, par exemple). Sans possibilité d'accès direct au marché, l'employé est prisonnier d'une relation personnalisée qui ne lui permet guère d'accumuler, car les espèces monétaires ne participent que fort peu à l'échange.

d'expansion nettement marquées (MARTINE, 1982 ; SAWYER, 1984). On pourrait en distinguer davantage en changeant d'échelle. L'important est que les cycles d'expansion et de rétraction se succèdent de plus en plus rapidement dans un même lieu (SAWYER, 1984) et que la frontière absorbe une fraction chaque fois plus faible de l'exode rural total (MARTINE, 1982). Jusque vers 1965 l'expansion de la frontière pouvait être considérée comme « fonctionnelle », c'est en effet grâce à elle que la production agricole a pu accompagner la croissance démographique et contenir les prix des produits destinés à l'approvisionnement urbain. À partir de cette date, les gains de production sont obtenus, semble-t-il, de préférence par l'intensification des régions centrales (MARTINE et GARCIA, 1987). Cette modernisation tend par ailleurs à s'étendre spatialement grâce aux subventions octroyées aux cultures d'exportation comme le soja. Il y a donc aujourd'hui concurrence entre l'expansion des activités agricoles dans des régions chaque fois plus lointaines, qui augmente le coût des transports et des infrastructures, et l'intensification dans les régions qui bénéficient de la proximité des marchés (facteurs techniques de production et débouchés). Cette compétition entre les croissances verticale et horizontale n'existait pas, du moins pas dans ces termes, jusque dans les années soixante.

Mais cette caractéristique n'est pas la seule spécificité de la phase amazonienne (depuis 1970) de l'expansion de la frontière agricole. Outre l'éloignement de la région et son immensité (50 % du territoire national contre environ 20 %, 10 % et 5 % pour ce qui concerne les phases précédentes), d'autres traits sont également originaux, entre autres : le milieu forestier tropical humide ; des taux de croissance urbaine élevés, qui, contrairement à ce qui s'est produit lors des phases d'expansion antérieures, sont dès le départ égaux ou supérieurs à ceux de la population rurale ; la présence de plus en plus significative de migrants qui ont vécu une expérience urbaine de durée variable ; de fortes migrations interurbaines ; l'existence d'un « front spéculatif » qui accompagne et même qui précède la poussée paysanne (SAWYER, 1984) et entraîne l'expansion du *latifundium* (3) ; enfin, on assiste à

- (3) Les fermes d'élevage, principal instrument de la spéculation foncière, peuvent s'installer avant, en même temps ou après les *posseiros*. Quelle que soit la situation, il en résulte en général des conflits graves. Malgré les conflits et l'évidente crise de légitimité du *latifundium* en Amazonie, les différentes catégories d'établissements semblent progresser parallèlement jusque dans un passé récent. Ainsi, en Amazonie du sud, le nombre d'établissements de moins de 200 ha a été multiplié par 8 entre 1970 et 1985, sans pour autant qu'il y ait diminution de la superficie moyenne des latifundia (TORRES, 1990) ; c'est là une conséquence directe de la disponibilité en terres, au sens général, qui ne doit cependant pas masquer les violents conflits pour la possession d'un espace particulier (antériorité, localisation, etc.).

la pénétration de capitaux d'origine industrielle et financière (barrages, mines, aciéries, etc.) qui eux aussi sont souvent dissociés de la progression linéaire classique, constituant autant de « poches » de développement dont les traits sont spécifiques. Les grandes fermes d'élevage, les chantiers et les établissements industriels représentent une demande de main-d'œuvre importante, alors même que le marché foncier n'est encore ni organisé ni saturé, et que l'option en faveur de la terre est encore possible. Cela conduit certains employeurs « modernes » à adapter leur stratégie aux circonstances locales en ayant recours à des formes coercitives d'utilisation de la main-d'œuvre, d'ailleurs connues de longue date en Amazonie (voir, par exemple, la pratique de l'*aviamento* et la *peonagem da dívida*).

La frontière amazonienne est d'emblée différente et beaucoup plus diversifiée que celles qui l'ont précédée. L'éloignement, le poids des distances, la répartition de la population, ainsi que la méconnaissance des techniques adaptées à ce milieu fragile, constituent certainement un frein au développement d'une agriculture capitaliste, ou en tout cas capitalisée, préoccupée par la rentabilité des facteurs. C'est sans doute ce qui explique la stagnation (ou réduction dans certains cas) de la production par habitant des principales cultures alimentaires au niveau national, bien que le taux d'expansion des terres incorporées à l'agriculture soit supérieur à la croissance de la population. Ces cultures sont rejetées vers les terres marginales par les aides et subventions destinées aux produits exportés ou à ceux qui sont prioritaires pour le gouvernement à un moment donné (dans le cadre du plan alcool, par exemple). Les effets en retour de la modernisation des cultures commerciales sur les cultures vivrières sont peu significatifs au niveau global étant donné la spécialisation des exploitations, l'existence d'une agriculture « à deux vitesses » (pour ne pas parler de dualisme, qui laisserait supposer une autonomie de l'agriculture de subsistance à l'égard du capital) qui marque encore très profondément le monde rural brésilien, et la ségrégation spatiale des activités (avec concentration de l'agriculture moderne dans les régions les mieux équipées et les plus proches des marchés).

Mais qu'en est-il du petit producteur non mécanisé ? L'Amazonie est-elle sa chance ? Assistons-nous à une phase d'appropriation du facteur terre, à une dotation en capital foncier, organisée par l'État ou conquise et maintenue de haute lutte, qui sera suivie d'une période de modernisation et d'intégration au marché ? Ou bien les conditions géographiques, le manque de capital et de formation de ces petits paysans les condamnent-ils à la stagnation et à l'exode rural ? La transition agricole est-elle possible et sous quelle forme ? La question vaut la peine d'être posée, au moment où les systèmes de production traditionnels amazoniens évoluent, et où la colonisation agricole est en crise.

Les interprétations de la « frontière » et le statut du paysannat

Deux principales approches théoriques ont inspiré les travaux récents sur la question : la thèse « fonctionnelle », qui se réclame d'un marxisme orthodoxe, et la thèse dualiste, d'inspiration marxiste mais fortement teintée de populisme. Pour la première, l'incorporation des espaces périphériques à l'économie nationale revêt les traits d'une « accumulation primitive » (FOWERAKER, 1982) qui reproduirait constamment dans des régions chaque fois plus éloignées les conditions d'une agriculture non capitaliste, permettant ainsi le maintien de bas prix agricoles pour l'approvisionnement urbain. La « frontière » jouerait donc un rôle important dans le processus d'accumulation national. Si cela a pu être vrai pour les « frontières » antérieures, la faible contribution à l'approvisionnement urbain de la petite production paysanne non modernisée en général, et de la petite production amazonienne en particulier, constitue un argument suffisant pour renoncer à utiliser aujourd'hui ce modèle comme cadre général d'interprétation.

La deuxième approche, la thèse dualiste, est d'autant plus intéressante à analyser qu'elle a très tôt dépassé les cercles professionnels universitaires [si tant est qu'elle y soit née ! (4)] pour gagner d'autres catégories sociales : étudiants engagés, aile progressiste de l'Église, agents de la Commission pastorale de la terre (CPT — organisme lié à l'église catholique), militants, organisations non gouvernementales (ONG), etc. Étant donné qu'elle a été adoptée, partiellement ou en totalité, par la majorité des agents sociaux en charge de la « conscientisation » et de l'aide à l'organisation des mouvements paysans, on se trouve en présence d'une situation complexe où le discours des paysans reflète en partie les options idéologiques des interlocuteurs qui leur apportent aide et assistance, et par rapport auxquels ils n'ont pas encore pu conquérir une véritable autonomie. Selon cette approche, les *posseiros* seraient « mus par une logique non capitaliste, non marchande, communautaire et égalitaire, opposée,

- (4) Les origines de cette approche sont en effet complexes. On peut y discerner la convergence de plusieurs courants : les réflexions menées par l'église catholique sur le problème du développement dès les années cinquante (rôle des valeurs dans la formation des motivations) ; théologie de la libération et conception de la communauté de base inspirée des premiers chrétiens ; influence de la commune paysanne chinoise autonome ; tiers-mondisme ; populisme sud-américain. Durant la dictature militaire, l'Église, bien que divisée, a joué le rôle de refuge pour nombre d'intellectuels de gauche car elle seule était en mesure d'apporter une contradiction organisée au régime, sur des bases éthiques (et non directement politiques). Cette convivialité explique en partie les influences réciproques, et en particulier le fait que le thème de la communauté en soit sorti renforcé. Il est en effet omniprésent dans le discours des militants de la cause paysanne.

par essence, à celle du système économique et social dominant... » (MARTINS, 1981 : 16, cité par MUSUMECI, 1988 : 47). Le paysan (le « vrai ») rechercherait sa simple subsistance, vendant ses « excédents » dans l'unique but d'obtenir les denrées ou objets qu'il ne peut produire lui-même. Pour lui, « la terre est un bien collectif, soumis au travail privé, mais pas à l'appropriation privée... » (MARTINS, 1980 : 42, cité par MUSUMECI, 1988 : 47). Suivant cette optique, le paysan devient le porteur d'un message social, susceptible de servir de modèle pour une transformation de la société dans son ensemble.

Au prix de quelques acrobaties intellectuelles, il est possible d'intégrer les comportements « déviants » au schéma général (par exemple, la recherche d'un titre de propriété devient une stratégie défensive-adaptative, la revente de la terre un échec, la formation d'un troupeau bovin une stratégie de subsistance ou une concession au système, etc.). La construction, par des intellectuels, d'un tel objet idéologique n'est pas un fait nouveau, et il y aurait beaucoup à dire sur les représentations des amérindiens diffusées par certains secteurs indigénistes. Cependant, de telles conceptions sont susceptibles d'entraîner une occultation des véritables enjeux du développement régional. L'entrée de l'Amazonie sur la scène internationale depuis 1988 (déboisements massifs, assassinat de responsables syndicaux, etc.) a encore aggravé la situation en surimposant aux dynamiques sociales réelles des idéalisations exogènes, associées à des propositions d'aide concrètes (d'où la perversité potentielle de cette internationalisation médiatique).

Aujourd'hui, un nouvel objet, construit suivant les mêmes principes, apparaît dans le paysage amazonien : le *seringueiro*. En fait, il intervient sur la scène nationale et internationale, associé à son ennemi historique, l'amérindien, sous l'appellation générique de « peuples de la forêt ». Ces derniers sont censés utiliser les ressources naturelles de façon communautaire et non prédatrice, s'opposant ainsi radicalement aux dévastateurs individualistes que sont les éleveurs, les exploitants de bois et les petits colons. Nous sommes donc en présence de trois objets mythiques à usage idéologique : les indiens, les « extractivistes » et les petits paysans (colons ou *posseiros*). Héritière du culturalisme, cette pensée clairement dichotomique, en recourant à une forme de naturalisation des groupes étudiés, est amenée à négliger les dynamiques qui risqueraient de remettre en question leur identité et leur unité, et s'interdit l'accès à la compréhension des enjeux sociaux concrets. Prise dans le cercle de l'autoconfirmation, il lui est impossible de concevoir la contradiction sous peine de voir s'évanouir son objet. Cette carence interprétative provient, selon nous, du choix de faire porter l'analyse sur des groupes intellectuellement construits (et dont l'homogénéité doit être perpétuellement défendue et reconstruite) plutôt que sur les rapports

sociaux réels dans lesquels sont engagés des acteurs (sujets) individuels de plus en plus en contact avec les valeurs changeantes de la société globale. Nous présentons succinctement ci-dessous quelques situations qui nous semblent révéler la continuité des processus sociaux, au-delà des frontières établies par l'approche dualiste.

LE PROGRESSIF DÉENCLAVEMENT DES AIRES INDIGÈNES ET DES ZONES DE COLLECTE : LA RECHERCHE D'UN ACCÈS AU MARCHÉ

Des populations indigènes en quête de revenus

Chasse, pêche, collecte de produits végétaux et agriculture sont des activités partagées par l'ensemble des populations de la zone rurale amazonienne (indiens et *caboclos*). Pourtant, on peut observer de très grandes différences d'une région à l'autre, qui peuvent être expliquées par l'histoire du lieu et le degré d'intensité de ses échanges avec la société nationale.

Ces différences sont déjà très sensibles parmi les populations indigènes; qu'il suffise de comparer les Yanomami (du moins avant le choc provoqué par l'irruption de 40000 *garimpeiros* sur leur territoire) avec les Kayapo, qui savent fort bien traiter avec les exploitants de bois et les chercheurs d'or afin d'en tirer de substantiels bénéfices. La vente, par les Indiens, des bois précieux de leurs réserves, leur transformation en chercheurs d'or, ou bien leur cooptation par des entreprises minières, peuvent être considérés comme des faits regrettables; mais ils sont avant tout un symptôme qui révèle un désir de participer au modèle de consommation offert par la société globale. Malgré ces comportements de plus en plus répandus, le discours des intéressés face aux instances nationales et internationales est celui de l'Indien « écologiste », qui ne réclame qu'un bout de terre pour faire sa *roça* (abattis), chasser et pêcher; les Indiens se présentent eux-mêmes comme protecteurs de la forêt, vivant en symbiose avec elle. C'est là, semble-t-il, le reflet d'un discours tenu par certaines institutions nationales et internationales (ONG, mouvements indigénistes...) sur les Indiens, et opportunément renvoyé par ces derniers aux expéditeurs, comme l'image (de leur désir) dans un miroir. On pourrait discuter à l'infini pour savoir quelle est la part de la stratégie et celle de l'aliénation dans une telle attitude; toujours est-il qu'ils auraient certainement plus de difficultés à obtenir de l'aide internationale s'ils se présentaient comme de simples citoyens défendant leurs droits.

Aujourd'hui, de nombreux groupes indigènes réclament des programmes de développement de l'agriculture, avant tout pour produire en

vue du marché. Que restera-t-il des systèmes de culture indigènes et de la protection de la forêt lorsque l'intégration sera achevée ? L'exemple de certaine réserve du Mato Grosso du Sud, où les Indiens cultivent avec l'aide de tracteurs et de moissonneuses-batteuses, peut nous fournir un début de réponse. Le point de vue selon lequel « préserver l'Indien c'est préserver la nature », qui a été adopté jusque dans les sphères gouvernementales, constitue donc à la fois une erreur éthique (naturalisation du social, renvoi à une altérité indépassable, etc.) et pratique (il ne peut y avoir de conscience « écologique » parmi les groupes sociaux qui vivent directement de l'exploitation de la nature et se trouvent en voie d'intégration au marché) (5). Sans nous étendre davantage, constatons que l'ouverture de l'agriculture indigène aux échanges monétaires est en cours, avec les transformations potentielles que cela implique, tant au niveau social qu'écologique.

Le développement de l'agriculture et de l'élevage chez les populations qui pratiquaient la récolte des produits naturels

La situation des *caboclos* est encore plus diversifiée. Héritières des différentes phases historiques d'occupation de la région, ces populations sont largement hétérogènes ; sont réunis dans cette catégorie des indiens ayant abandonné leur mode de vie traditionnel, des descendants plus ou moins métissés des indiens regroupés par les militaires et les missionnaires aux XVII^e et XVIII^e siècles, des immigrants d'origine nordestine venus lors du « boom » du caoutchouc, etc. Dès le début en contact avec le marché à travers les bateaux commerçants, ils vendent de la farine de poisson ou de manioc, des peaux et des produits végétaux (latex, *sorva*, noix du Brésil, etc.) (6). À proximité

(5) Ceci ne veut pas dire, naturellement, que des populations qui vivent directement de l'exploitation et de la domestication des ressources naturelles ne puissent avoir des comportements visant la conservation et la reproduction de ces ressources (comportements en général associés à des mythes et rites transmis d'une génération à l'autre) ; ces comportements sont universels, même si leur succès concret est souvent partiel. Ils ont cependant pour caractéristique d'être utilitaires (ou compatibles avec cette utilité) et de répondre à certaines contraintes des systèmes productifs. Lorsque ces contraintes sont levées (apparition de techniques modernes, changements culturels, etc.) et qu'il est nécessaire de faire face à de nouvelles exigences, ces comportements disparaissent (l'exemple des paysanneries européennes est ici éclairant).

(6) En 1980, l'Amazonie comptait environ 68000 familles de collecteurs de latex (environ 400000 personnes d'après *ETHNIES*, 1990). Au total, une trentaine de produits de cueillette étaient commercialisés (FEARNSIDE, 1989). En fait, les collecteurs récoltent en général plusieurs produits. En volume comme en valeur, cependant, le caoutchouc (*borracha*) et la noix du Brésil (*castanha*) dominent encore le marché.

des centres urbains, qui, rappelons-le, sont obligatoirement situés le long des cours d'eau dans l'Amazonie antérieure à 1970 (celle des populations *caboclas*) la pêche commerciale (artisanale et industrielle), relègue souvent au second plan l'agriculture et la collecte dans la formation du revenu. La cueillette des produits végétaux est cependant presque partout présente, seule varie son importance commerciale et la nature des produits récoltés. Là où existaient de fortes concentrations naturelles de produits de haute valeur commerciale (latex, bien sûr, mais aussi noix du Brésil) la collecte et la commercialisation ont été organisées selon un système vertical rigide et coercitif. Il était nécessaire, pour le groupe dominant, d'éviter l'évasion de la main-d'œuvre et de maintenir des coûts de production bas. En revanche, le système n'était pas aussi contraignant là où les intérêts économiques étaient moindres. On peut également remarquer d'assez nettes différences entre les deux principaux produits (latex et noix du Brésil) du point de vue des rapports sociaux de production.

Les *seringueiros* et la création de « réserves extractives »

Le *seringueiro* était occupé à temps plein par la collecte, et il lui était interdit de pratiquer l'agriculture. C'est seulement lors des périodes de baisse des prix que le relâchement du système lui permettait de recouvrer une certaine autonomie alimentaire grâce à l'établissement d'une *roça*. Aujourd'hui, grâce à une longue période de bas prix, la plupart des *seringueiros* sont également devenus cultivateurs. L'organisation en coopératives a permis à certains de devenir indépendants du « patron ». En revanche, un nouveau danger les guette : comme partout ailleurs en Amazonie, la préférence des latifundiaires est aujourd'hui en faveur de l'élevage. Les patrons menacent d'expulser leurs anciens employés en abattant la forêt, et ceux-ci résistent. Il s'agit pour eux d'éviter le déracinement, l'émigration et la probable dépendance (salarial, autorité d'un nouveau patron, etc.). La lutte des *seringueiros* de l'État de l'Acre (la plus connue depuis l'assassinat du dirigeant syndical Chico Mendes) a reçu l'appui du mouvement écologiste international ainsi que des militants qui défendent une autre voie de développement. Ce « mariage » a eu pour effet de réorienter les revendications vers la défense d'un genre de vie (opportunément considéré comme « écologique »).

Le principal résultat de la lutte a été la création, par les pouvoirs publics, de réserves destinées aux activités extractives (7), dans

(7) Il s'agit d'une modalité d'attribution foncière inspirée des réserves indigènes. La terre appartient à l'État et la personne qui en a l'usufruit doit s'engager à n'y pratiquer que la cueillette. La terre elle-même ne peut être vendue, en revanche, le droit d'usage peut être hérité.

lesquelles chaque famille de *seringueiro* a à sa disposition 15 hectares pour ses cultures et 300 hectares environ pour la collecte du latex. Au premier abord, et s'il s'agit de répondre à une demande sociale qui permette à la fois de laisser du temps (et de l'espace) aux intéressés pour se reconverter, tout en retardant la destruction de la forêt, on ne peut qu'approuver. À la réflexion, cependant, il semble bien qu'il y ait, là encore, création d'un « *seringueiro* mythique », à l'usage de certains milieux intellectuels, mais à l'image duquel les « *seringueiros* réels » doivent en partie se modeler sous peine de décevoir leurs interlocuteurs privilégiés, et afin de continuer à bénéficier des aides (voir, ce volume, GEFFRAY : 705). Le principal danger est de créer des réserves sociales, c'est à dire des poches de sous-développement. FEARNSIDE (1989) remarque que les infrastructures susceptibles d'améliorer les conditions de vie dans les réserves devront être aussi modestes et autonomes que possible pour ne pas rendre l'opération anti-économique. Il ne faut pas oublier par ailleurs que les *seringais* (8) sont situés dans ces régions d'Amazonie qui souffrent de l'exode rural depuis des dizaines d'années, justement par manque de développement. Plusieurs *seringueiros* nous ont confié qu'ils ne voulaient en aucun cas que leurs fils fassent le même métier. Les réserves extractivistes ne sont-elles pas un leurre ?

Certes, il existe un accord unanime pour dire que les réserves doivent évoluer afin de permettre la croissance des revenus des familles. Mais les voies de cette croissance sont cependant moins claires. Si le caoutchouc naturel est encore le seul à pouvoir répondre à un certain type de demande, l'offre d'origine extractive ne paraît pas assez souple pour s'adapter aux aléas du marché. Lorsqu'on se prive de la possibilité d'augmenter la productivité pour répondre à la baisse des prix, ou bien d'accroître la production rapidement en cas de hausse, on s'expose à une probable concurrence de la plantation ou des produits de substitution. Face à ce genre d'arguments, il est en général répondu que la diversification des produits et l'enrichissement de la forêt naturelle en essences commerciales résoudront le problème. Distances, quantités, prix, réseaux commerciaux, débouchés, sont peu pris en compte dans ce genre de prospective. Paradoxalement, les réserves ont de plus grandes chances de succès si elles restent isolées et stagnantes (mais alors ne connaîtront-elles pas l'exode de leurs habitants ?). Si un niveau d'infrastructures satisfaisant est implanté à proximité, et si elles subissent la pression démographique et foncière des fronts d'expansion, elles devront affronter la concurrence d'autres usages du sol.

(8) (Sing. *seringal*) aire dans laquelle un « patron », ou *seringalista*, organise à son profit l'extraction du latex.

Plusieurs petits colons (titulaires de lots de 50 hectares) ont employé devant nous le mot « latifundiaires » pour qualifier les « nouveaux » *seringueiros*. Le fait que la terre reste propriété de l'État n'est pas à leurs yeux un argument convaincant, ils savent bien qu'en Amazonie, l'appropriation privée des terres publiques est le phénomène le plus répandu. Par ailleurs, le *Conseil national des seringueiros* reconnaît déjà presque officiellement que l'avenir de la profession se trouve plutôt du côté de l'agriculture.

Au sein même des anciens *seringais* on peut déjà discerner une sensible évolution dans le sens de l'agriculture et de l'élevage. En effet, la situation qui a servi de modèle pour l'élaboration des réserves est celle du *seringueiro* le plus isolé, le plus traditionnel, mais aussi le plus pauvre. En réalité la population de *seringueiros* est déjà très différenciée selon les régions (et parfois au sein d'une même région ou d'un même *seringal*). Certaines familles possèdent plus d'une cinquantaine de têtes de bétail, et se rapprochent ainsi sensiblement du modèle observé chez les petits colons. Le développement de l'agriculture, en particulier des cultures pérennes et des agrosystèmes « étagés », arborés (dans lesquels on peut reconnaître les propositions des techniciens écologistes qui conseillent les intéressés) fait d'ailleurs partie des revendications des *seringueiros*. Il est facile de prévoir que l'agriculture ne tardera pas à devenir dominante, suivie de peu par l'élevage. Les enquêtes les plus récentes semblent d'ailleurs confirmer le fait.

La reconnaissance du droit d'usage de la terre ne peut qu'être suivie de la mise en place des formes d'exploitation les plus répandues en Amazonie (petit élevage bovin extensif, laitier ou naisseur, voire même élevage pour la viande à petite échelle). Il s'agit là, bien entendu, d'une constatation et non d'une défense de ces pratiques, en effet condamnables du point de vue écologique et économique à moyen terme : les pâturages se dégradent extrêmement vite, obligeant à de nouveaux défrichements, et la dynamique de l'élevage favorise la concentration foncière et une faible création d'emplois. Cependant, si ces pratiques sont omniprésentes et en pleine expansion, c'est qu'elles sont adaptées et rationnelles dans le contexte amazonien actuel. Dans un très proche avenir, et si la pression foncière et les infrastructures valorisent tant soit peu le sol, on devrait assister aux premières ventes déguisées (cession de la terre moyennant une indemnisation pour les travaux réalisés... dont la valeur augmente en fonction de la demande), comme c'est le cas ailleurs en Amazonie dans des situations du même genre. Si cette pratique est le support de la spéculation, il faut bien constater qu'elle permet la mobilité sociale, et c'est pour cela qu'elle se répand très vite. Sans elle, un *seringueiro* désireux de changer d'activité devrait repartir à zéro après

trente ans de travail, ce qui diminuerait très certainement ses chances de réinsertion.

Paysans ou collecteurs? Le cas des *castanheiros*

La collecte de la noix du Brésil présente des traits quelque peu différents. Le système d'exploitation a atteint son maximum d'intensité et d'organisation dans le sud de l'État du Pará, là où les plus grandes concentrations de noyers assuraient un maximum de rentabilité (9). Contrairement à la récolte du latex, celle des noix employait une main-d'œuvre temporaire composée de chercheurs d'or et de pierres précieuses, d'ouvriers agricoles, et même de petits paysans à la recherche d'un complément monétaire (10). La main-d'œuvre employée toute l'année, peu nombreuse, correspondait aux besoins de surveillance et d'entretien d'infrastructures légères, ainsi qu'à l'élevage des bêtes de somme utilisées pour le transport du produit. Il s'agissait de familles sédentaires qui avaient le droit de cultiver un lopin de terre, étant donné qu'il n'y avait pas de contradiction avec le calendrier de la collecte (cette dernière étant effectuée durant la saison des pluies). Les grandes familles de latifundiaires employaient jusqu'à 250 collecteurs, les propriétaires (11) moyens, environ une centaine et les petits locataires ou sous-locataires, entre 40 et 60 (VELHO, 1972). Ce sont donc environ 25 000 collecteurs, certains accompagnés de leurs familles, qui, chaque année, venaient travailler dans la région des *castanhais*. On peut voir là l'origine de la pression « paysanne » à laquelle la région sera plus tard soumise. En effet, le système d'exploitation qui avait été mis en place à partir de 1920 dans le sud du Pará a été peu à peu transformé par le désenclavement progressif de la région (ouverture de la route Belém-Brasília en 1960, puis de la Transamazonienne en 1970).

Les deux principaux agents du changement seront la pénétration de l'élevage bovin et l'intensification des flux migratoires. Pour bénéficier

- (9) Dans le sud du Pará, le ramassage de la noix du Brésil est une activité ancienne (milieu du XIX^e siècle); les collecteurs vendaient leur produit à des commerçants locaux qui l'expédiaient, à dos de mulet et par bateau, jusqu'à Belem. Lors de la chute du caoutchouc (1920), l'intérêt des grandes familles qui avaient bâti leur fortune grâce à lui se tourna vers ce nouveau produit. Elles parvinrent en peu de temps à contrôler tout le circuit, depuis la ressource naturelle (contrôle foncier) jusqu'à l'exportation.
- (10) Dans la région, le défrichement et le brûlis de la parcelle ont lieu entre les mois d'août et septembre; le semis du riz est effectué en novembre et sa récolte en mai.
- (11) Les titres de propriété, au sens juridique, étaient en fait une minorité. Il s'agissait le plus souvent de baux perpétuels ou de locations temporaires (cette diversité de statuts reflète les politiques successives des différents gouvernements) attribués exclusivement pour la collecte de la noix du Brésil. La terre restait propriété de l'État. (EMMI, 1987).

des aides fiscales et des subventions accordées à l'élevage, il fallait que les maîtres des *seringais* obtiennent un titre de propriété, qui n'était octroyé que s'ils pouvaient faire la preuve d'une occupation permanente de l'espace (exigence contradictoire avec les pratiques extractives). La superficie attribuée par les pouvoirs publics en toute propriété représentait cinq fois (plus tard seulement trois fois) la surface déjà défrichée au moment de la requête du titre légal. Il n'est cependant pas indispensable d'avoir recours aux aides publiques pour se lancer dans l'élevage, principalement s'il ne s'agit que d'une opération de spéculation foncière ; aussi ce ne sont pas seulement les propriétaires, mais aussi les titulaires de baux de toute sorte, qui vont commencer à transformer partie de leur domaine en pâturages. Certains vont vendre tout ou partie de leurs terres à des éleveurs du Sud et du Centre-Ouest, qui commencent à arriver dans la région à partir de 1974, attirés par le bas prix de la terre et par les subventions publiques.

Parallèlement, l'ouverture des routes va faciliter l'installation de paysans dans la région (collecteurs, paysans sans terre, minifundistes, etc.). La découverte de l'or de la *Serra Pelada* en 1980, et les projets industriels liés aux mines de fer de Carajás vont contribuer à intensifier les flux. Les anciens collecteurs de *castanha* et les immigrants vont d'autant moins accepter l'existence de ces vastes zones forestières inoccupées que leurs propriétaires (du moins un certain nombre d'entre eux) les transforment progressivement en pâturages, sans le moindre respect pour leur destination première. Ils vont alors entreprendre un vaste mouvement d'occupation des *latifundia* originellement destinés aux activités de cueillette. Le premier *castanhal* est occupé en 1976 ; en 1985, ils sont 40, sur les 250 que compte la région de Marabá (EMMI, 1987). La terre ainsi conquise dut être défendue contre les hommes de main des propriétaires, ce qui entraîna l'adoption de certaines pratiques (telles que la concentration au même endroit des défrichements de l'année, le travail en commun, etc.) trop vite confondues par certains chercheurs et animateurs ruraux avec une philosophie collectiviste.

Quoi qu'il en soit, les besoins de défense ont amené les *posseiros* à s'organiser également au niveau politique, aidés en cela par l'église catholique, la CPT, le Parti des travailleurs (PT) et les syndicats naissants. L'intervention et le travail de « conscientisation » de ces assesseurs, vont doter le mouvement social spontané d'un projet politique, celui-là même qui est défendu par l'église catholique, les partis politiques et les ONG proches des milieux paysans, c'est-à-dire la réalisation d'une ample réforme agraire.

Les *posseiros* vont commencer à démarquer des lots de 20 à 120 hectares, selon les lieux, correspondant aux surfaces en général

attribuées par les pouvoirs publics dans les zones de colonisation encadrée. Parallèlement à leurs activités agricoles, un certain nombre de nouveaux paysans (principalement les anciens collecteurs) ramassent les noix du Brésil afin d'obtenir un complément monétaire qui leur permet d'atténuer les fluctuations de revenu dues à la saisonnalité des activités agricoles. Cette collecte est effectuée en partie sur leur lot, en partie sur les zones encore boisées des *latifundia* voisins. Quelques-uns sont encore employés temporairement par les anciens patrons.

En 1987, 61 *castanhais* (parmi les plus envahis) ont été rachetés par l'État et destinés à son programme de réforme agraire, ce qui a permis d'installer d'autres familles d'immigrants. Mais le système de culture (un défrichement de 1,5 à 5 hectares en moyenne tous les ans ou tous les deux ans) vient rapidement à bout des réserves de noyers. D'après une étude Idesp-Sudam (BENTES, à paraître), en 1988, 50 % des 16945 kilomètres carrés couverts par les anciens *castanhais* ont déjà été déboisés. Certes, les principaux responsables sont les grands propriétaires qui ont investi dans l'élevage (principalement ceux qui ont récemment racheté la terre aux anciens maîtres de *seringais*, qu'il s'agisse d'éleveurs particuliers ou d'entreprises privées). Le *latifundium* resté traditionnel affiche le taux de déboisement le plus faible (3,15 %), et la zone occupée par les petits paysans un taux moyen de 27,3 % (BENTES, à paraître).

Il faut cependant noter encore une fois que ces petits paysans sont loin d'être homogènes. Les premiers occupants, parmi lesquels il y avait un nombre assez important de collecteurs, ont mis sur pied une organisation à caractère coercitif qui interdit de céder la terre en échange d'une somme d'argent et d'abattre les noyers pour les vendre aux exploitants de bois (il est cependant permis de les abattre pour les besoins de l'agriculture). Ils sont aussi parmi les plus pauvres. À côté d'eux, de nouveaux venus, sans aucun lien avec le mouvement social des années soixante-dix, vendent ou rachètent la terre et développent un petit élevage. Un vigoureux processus de différenciation sociale est en cours, et les paysans les mieux situés (le long d'une voie d'accès carrossable), ceux qui disposent d'un petit capital issu de la vente d'une terre dans leur région d'origine, ou dont les activités sont plus développées, servent d'intermédiaires entre les circuits commerciaux et les paysans les plus pauvres. Ils prêtent de l'argent sur récolte, stockent les produits, et éventuellement se chargent du transport. Pour ces agriculteurs qui n'ont jamais eu de rapports avec la collecte de la noix, toute mesure de protection est perçue comme une contrainte inacceptable. Leur lutte vise plutôt à obtenir de l'Institut brésilien du milieu ambiant et des ressources naturelles (Ibama) une réduction de la surface de chaque propriété qui, selon la loi, doit être conservée boisée (ils réclament 25 % contre

les 50 % actuels, d'ailleurs rarement respectés). Ils estiment à juste titre qu'un lot de 50 hectares ne permet pas une rotation satisfaisante des cultures sur les 25 hectares autorisés pour le défrichement. Cela est d'autant plus vrai que les pâturages et les cultures pérennes réduisent l'espace consacré à ces rotations. Il s'agit d'une situation favorable à l'adoption de techniques plus intensives, mais il est peu probable qu'elles interviennent tant qu'il y aura de l'espace disponible à l'intérieur comme à l'extérieur des propriétés.

L'enthousiasme soulevé dans certains milieux par la création de réserves destinées aux activités extractives a conduit des responsables, des chercheurs et des militants, à en proposer le modèle partout où il existe des ressources naturelles exploitées selon la technique de la cueillette. Certains responsables de l'Institut national de colonisation et réforme agraire (Incra) ont même pensé l'étendre à l'ensemble de l'Amazonie, en changeant simplement le module foncier attribué à chaque famille de colon (de 50 ou 100 hectares à 300 hectares). Censée préserver la forêt, une telle mesure (heureusement peu réalisable) exigerait, pour installer environ 1 million de familles (à des coûts bien moins élevés que pour l'installation de colons, il est vrai) le recours massif à des immigrants n'ayant jamais eu aucun contact avec les activités de cueillette. Il en résulterait rapidement une intense spéculation et une concentration foncière, qui risqueraient de transformer l'Amazonie en un vaste pâturage dégradé en un temps record. Dans la région des *castanhais*, la proposition (faite par les ONG concernées) a été reçue plus que froidement par les paysans (BENTES, *comm. pers.*); même les plus pauvres y voient une entrave à leurs projets. Cette réaction était prévisible, les enquêtes que nous avons pu effectuer dans la région nous ont montré que ces paysans se définissent avant tout comme des agriculteurs, pour lesquels la récolte des noix n'est qu'un appoint saisonnier dans le meilleur des cas. Ils tiennent en général un double discours : l'un est destiné aux représentants syndicaux, aux militants et aux membres de la CPT, il reprend l'idée de la « terre de travail » opposée à la « terre marchandise », ainsi que l'intérêt de garder sa terre pour créer une véritable communauté solidaire, etc.; l'autre, plus discret, auquel on a plus facilement accès après qu'ils ont quitté la « communauté », mais qui s'exprime clairement par la pratique fort répandue de la revente de la terre, affirme leur volonté de pouvoir disposer de leur patrimoine foncier comme ils l'entendent.

Les partisans de la formule des « réserves » souhaitent, entre autres, créer des réserves extractives dans le Maranhão, le Piauí et le Goiás. Dans ces trois États, on estime qu'environ 420 000 familles paysannes tirent un important revenu complémentaire du ramassage et de la vente du fruit du palmier *babaçu* (*Orbignya martiana* ou *phalerata*) (MATIAR in MAY, 1989). À partir de 1970, l'arrivée massive des

fermes d'élevage dans ces régions a entraîné la suppression de nombreux palmiers, ainsi que la privatisation (enclosures) d'espaces où la pénétration des paysans était traditionnellement autorisée pour la collecte du fruit du *babaçu*. Les paysans eux-mêmes disposent d'un espace chaque fois plus réduit et sont amenés à abattre les palmiers des terres qu'ils cultivent (MAY, 1989). La désappropriation de grandes *fazendas* au titre de propriété douteux, ou la mise à disposition de terres publiques, pour créer des « réserves extractives », ne peut qu'être accueillie favorablement par les paysans dans un premier temps. Mais la poursuite de l'immigration et la croissance continue des défrichements effectués par les agriculteurs (en particulier pour l'extension des pâturages) entrent en contradiction avec les objectifs de conservation affichés. Ici encore, le discours « écologiste » est stratégiquement utilisé pour faire aboutir des revendications d'un autre ordre.

LES TRANSFORMATIONS DU MILIEU PAYSAN

Les communautés paysannes anciennes

Dans certaines régions de l'Amazonie (mais surtout à la périphérie, là où existe un paysannat relativement ancien), on rencontre des formes d'usage collectif de certaines ressources naturelles, et de gestion collective du patrimoine foncier de la communauté villageoise. Ces pratiques sont souvent accompagnées par des rites et croyances à caractère religieux qui viennent les renforcer. Ces terres communautaires sont connues sous plusieurs noms suivant les régions, mais aussi selon leur origine historique (terres des Noirs, des Indiens, des Saints, terres d'héritage, etc., cf. ALMEIDA, 1989). Bien que ces pratiques présentent un grand intérêt en soi, et n'aient d'ailleurs pas été assez étudiées, nous ne les aborderons ici que dans la mesure où elles ont souvent servi de modèle et de référent implicite à beaucoup de travaux scientifiques sur le petit paysan amazonien (et d'inspiration pour ceux qui défendent l'idée d'un paysannat foncièrement anticapitaliste).

De la synthèse présentée par ALMEIDA (1989), nous retiendrons les caractéristiques suivantes : il s'agit de pratiques défensives ; les groupes en question présentent une différenciation interne ; les cultures pérennes et commerciales sont très peu représentées ; les pratiques communautaires ne sont pas attestées dans tous les cas, elles n'ont ni les mêmes règles ni la même intensité. Qu'il s'agisse d'esclaves

fugitifs, de paysans en voie d'autonomisation (12) ou de colonisation ancienne, les règles communautaires ont été adoptées (il y a parfois plus d'un siècle) pour renforcer la cohésion des intéressés face à une menace d'appropriation foncière exercée par d'autres groupes sociaux plus puissants. D'après l'auteur cité, ces pratiques à caractère communautaire ne seraient pas seulement des survivances du passé; elles auraient été conservées en vertu de leur fonction actuelle dans le cadre des rapports sociaux locaux ayant le foncier pour enjeu.

Pratique communautaire n'est pas synonyme d'égalité. Dans de nombreux cas, certaines familles ont la charge de faire respecter la règle, ce sont en général celles qui ont également la meilleure situation économique.

La différenciation interne est forte et ne permet pas de confondre ces pratiques avec une appropriation collective, ou même avec les formes associatives implantées par les organismes officiels (ALMEIDA, 1989 : 187).

Le modèle est en tout cas fort éloigné des représentations idéalisées de la « communauté » encore rencontrées dans les milieux militants proches de l'église. Par ailleurs, le niveau d'intégration au marché est en général très bas; les cultures qui représenteraient une occupation permanente du sol sont absentes, et le capital technique reste rudimentaire dans le cas des formes les plus pures de système « communautaire ».

Ceci nous permet d'avancer l'hypothèse suivante : aujourd'hui, malgré de fragiles tentatives constitutionnelles visant la reconnaissance des formes d'appropriation communale, la meilleure garantie contre l'expropriation pourrait bien être un titre de propriété individuel (plus souple et plus facilement intégrable aux stratégies familiales dans le contexte actuel). Sa généralisation aurait pour effet d'affaiblir sensiblement la cohésion communautaire, comme cela peut être observé dans les zones d'occupation récente, où la mobilité sociale et les échanges sont plus intenses. De plus, les lignes de fracture déjà perceptibles au sein de ces communautés ne peuvent qu'être accentuées par une intégration plus grande au marché et l'adoption de cultures commerciales occupant l'espace pour de longues périodes. La terre étant le seul capital dont dispose la famille pour tenter une

(12) Souvent cette autonomie était acquise lors de la désagrégation des grands domaines. C'est notamment le cas des propriétés de l'Église au XIX^e siècle dans l'État du Maranhao (ALMEIDA, 1989) qui sont à l'origine des « Terres de Saint ». Face à la menace de retour à l'ordre ancien, et à la convoitise de la classe latifundiaire, les pratiques communautaires garantissaient le libre accès à la terre des membres du groupe et interdisaient les ingérences étrangères.

modernisation ou un élargissement de la base de reproduction, sa vente (totale ou partielle) peut devenir une stratégie adaptée aux nécessités nouvelles d'accumulation (LÉNA, 1992). Étant donné que les pratiques communautaires représentaient une adaptation à un certain contexte historique (encore actuel dans certains cas), il faut se garder d'en faire des traits culturels propres à certains segments paysans. Un contexte différent amène le développement de stratégies différentes.

Les zones d'occupation spontanée

Dans les zones de colonisation spontanée on peut distinguer deux formes d'occupation : soit le découpage par les *posseiros* de lots équivalents à ceux des projets officiels de colonisation voisins, soit la création de « *centros* » autour desquels viennent s'organiser l'habitat et les cultures des nouveaux arrivants. Dans le premier cas, les paysans attendent la reconnaissance de leurs droits par l'extension progressive des projets ou la régularisation de la situation foncière ; en principe, l'installation a lieu sur des terres publiques ou des *latifundia* en situation irrégulière et la lutte est moins âpre (cas du Rondônia, par exemple). Ailleurs (ouest du Maranhao, nord du Goiás et sud du Pará), le conflit avec les *fazendeiros* et les *grileiros* est violent, et l'on voit ressurgir les formes de défense communautaires dont il a été question plus haut.

Dans certains cas, l'invasion d'une *fazenda* est planifiée par un certain nombre de familles, qui, au jour dit, vont pénétrer ensemble sur les terres convoitées et y construire avec célérité des cabanes en bois. Là encore, il ne s'agit nullement de collectivisme, on peut même déceler un « effet de fondateur ». Les premiers arrivés, ceux qui ont créé le « *centro* », jouissent d'une certaine autorité pour faire respecter les règles de la communauté (interdiction de clore sa parcelle, de pratiquer l'élevage ou de vendre la terre à un « étranger ») ainsi que d'un meilleur accès aux terres les plus fertiles (ALMEIDA, 1989). Ce sont également eux qui, en général, vendent le plus facilement leurs produits ou même achètent la récolte des plus démunis. Souvent, l'arrivée de nouveaux venus et le relâchement des tensions sociales conduit à l'abandon des principes de départ (13).

- (13) Dans la localité de Anilzinho (Pará), les *posseiros* ont édicté une réglementation, qualifiée par eux de « loi » et d'ailleurs appelée *lei do Anilzinho*, qui détermine les formes d'usage de la terre (la terre est un bien commun qui ne peut être vendu, l'élevage bovin est interdit, etc.). Tous les *posseiros* de l'État étaient censés s'associer à ce protocole. Sa répercussion fut cependant limitée, et, là où elle a été appliquée en premier (localité de Baiao), elle est presque abandonnée depuis que les anciens *castanheiros* ont obtenu gain de cause dans leur lutte pour la terre (MILHOMEM, *comm. pers.*). Cette précarité révèle le caractère conjoncturel (et non culturel) de ces mouvements.

Lorsque l'État a tenté à sa façon de régler les conflits fonciers de l'Araguaia-Tocantins, au début des années quatre-vingt, en régularisant la propriété foncière, les *posseiros* se sont montrés extrêmement divisés quant à la conduite à tenir; devaient-ils accepter un titre de propriété individuelle (qui, par la tentation de la revente, pouvait amener la fin de l'unité du mouvement) ou réclamer une terre communale? Aujourd'hui, les progrès de l'individualisme sont indéniables là où les conflits ne sont plus la préoccupation principale. C'est sans doute pour cela que les colons des projets de colonisation publics n'ont aucune ambiguïté à l'égard de la propriété individuelle. Certains sont même inquiets lorsqu'on évoque devant eux la possibilité d'une réforme agraire! (LÉNA, 1992). Quelles qu'aient été les modalités de l'occupation, on constate une tendance générale à l'individualisation des pratiques, à la différenciation interne du paysannat et à l'adoption de l'élevage comme stratégie d'accumulation. Nous postulons donc qu'il n'y a pas de rupture de continuité entre les différents segments ruraux présentés ici. Même si l'homogénéisation totale n'intervient jamais (la promotion de l'agroforesterie, les aides différenciées, l'individualisation des régions, etc., peuvent jouer dans le sens de la diversification, ce qui est souhaitable) il existe une puissante dynamique qui traverse toutes les formes de production paysanne en Amazonie et tend à généraliser les pratiques extensives et destructives. Il est impératif d'en tenir compte et de ne pas miser à l'excès sur des formes transitoires et conjoncturelles pour transformer les rapports sociaux et les systèmes de production. Ce serait le premier pas vers une compréhension des causes profondes et structurelles de cette situation et, éventuellement, vers l'élaboration de solutions mieux adaptées.

CONCLUSION

Dans la situation actuelle, il paraît difficile de maintenir des lieux de l'utopie tels que les « réserves extractives » ou autres communautés coupées des processus sociaux et économiques nationaux et régionaux. Les réserves sont menacées de l'extérieur par l'avancée de la « frontière » (6350 kilomètres de routes en 1960, 43672 en 1985, chaque kilomètre ouvrant de 500 à 1000 hectares, cf. HOMMA, 1989) qui exerce une pression sur les zones extractives et intensifie la concurrence pour l'utilisation du sol. Elles sont également menacées de l'intérieur, par l'évolution des systèmes de production et la transformation rapide de nombreux collecteurs en paysans et éleveurs. Dans ces conditions, l'idée généreuse mais erronée que certaines formes de production protègent la nature et peuvent y vivre en

symbiose relève de l'utopie rustique. Seuls des espaces volontairement protégés (sous quelque forme juridique que ce soit) à des fins de conservation (réserves biologiques), d'exploitation du bois, ou même de tourisme, peuvent être maintenus. Il semble bien que la notion de réserve doive être dissociée des activités économiques individuelles qui y sont menées, sous peine de naturaliser et de réifier des rapports sociaux et économiques en interaction et en évolution constante. En revanche, on peut exiger le respect de certaines règles (concernant la chasse, l'utilisation de produits chimiques, le défrichement des bords de rivière, etc.) à la périphérie des réserves naturelles, et maintenir une activité extractive en leur sein, spatialement dissociée de l'exploitation familiale, dont la croissance et la transformation ne doivent pas être empêchées.

Il y a cependant un grave problème concernant le statut du foncier dans les zones de « frontière », où les zones peu ou pas occupées attisent la convoitise de tous, y compris les réserves, indigènes ou autres. Par ailleurs, la gratuité ou le bas prix de la terre favorisent les pratiques extensives et la quasi-absence d'investissement, tout en ne posant pas de limite à l'expansion de ceux qui parviennent à accumuler. Ces conditions sont justement celles qui font l'attrait de la « frontière » pour toutes les catégories sociales. La courte vie des pâturages en Amazonie accentue encore le risque de transformer la terre en marchandise à circulation rapide, interdisant tout investissement dans la conservation ou l'amélioration du capital-sol. Le petit paysan a donc le choix entre la stagnation et les différentes stratégies extensives d'accumulation destructive. La « troisième voie », dont le besoin est de plus en plus ressenti par nombre de paysans en situation de blocage foncier, et peu désireux de continuer leur itinérance, n'existe pas encore en Amazonie, malgré quelques tentatives localisées. Elle consisterait à augmenter la productivité du travail et la valeur globale de la production tout en reconduisant ou améliorant la fertilité. Malheureusement, les conditions générales d'une telle percée ne sont pas réunies (structure de la demande, localisation des marchés, accessibilité, prix du foncier, etc.).

On peut donc dire que les conditions amazoniennes favorisent un certain type d'accumulation, qui n'incorpore pas la possibilité de reproduction des systèmes de production, en particulier en régime de croissance, et détruit les bases naturelles de leur sustentation.

Contrairement aux prévisions de certains, on n'observe pas de tendance marquée à la prolétarianisation ; les disponibilités foncières ont jusqu'ici permis le maintien du statut autonome pour le plus grand nombre. Mais l'intégration nécessaire au marché de ces petits paysans ne va-t-elle pas provoquer une sélection encore plus grande que le processus actuel de différenciation ?

Les caractéristiques héritées de systèmes adaptatifs antérieurs s'estompent devant le fait massif de la diffusion des modèles de consommation urbains qui entraînent la recherche de débouchés monétaires. L'Amazonie, grâce à ses réserves foncières, pourrait être une chance pour un paysanat « de subsistance », dont les besoins n'auraient pas évolué (santé, éducation, etc.), ou bien pour une forme d'accumulation minière, à court terme. Ce qu'elle peut offrir à un paysanat en cours de modernisation est actuellement peu encourageant. L'avenir dépendra principalement de l'évolution des villes et de l'industrie régionales, et donc des politiques de développement. L'éloignement, le manque d'infrastructures routières, la saturation des espaces accessibles et leur « fermeture » par les *latifundia*, contribuent à accentuer le caractère urbain de la « frontière » amazonienne. Cette demande potentielle pourra-t-elle engendrer des dynamiques rurales capables d'assurer l'approvisionnement des villes de la région à des prix concurrentiels avec les zones de production du sud et du sud-est du pays tout en garantissant un revenu paysan décent? Ou bien la transformation et l'industrialisation de produits régionaux parviendra-t-elle à créer de la richesse, alors même que la notion de rente naturelle de localisation a été plusieurs fois fortement questionnée au cours de l'histoire amazonienne récente (LÉNA, 1991)? Quels paysans (et en quelle proportion) seront à même d'accompagner le processus de modernisation? Autant de questions qui restent pour l'instant sans réponse, mais qui doivent être prises en considération.

BIBLIOGRAPHIE

- ALMEIDA (A. W. B. DE), 1989. « Terras de Preto, Terras de Santo, Terras de Indio- Uso comum e conflito » in CASTRO et HÉBETTE (org., 1989) : 163-196.
- BECKER (B. K.), 1989. *O embrião territorial do projeto geopolítico da modernidade no Brasil*, Rio de Janeiro, Textos, Laget (1).
- BENTES (R. da S.), à paraître. *Castanhais do Tocantins : a urgente necessidade de reformulação da política de ocupação, que vise a preservação*, Belém, Brésil, Idesp.
- CASTRO (E. DE) et HÉBETTE (J.) (org.), 1989. « Na trilha dos Grandes Projetos », *Cadernos NAEA*, n° 10, Belém, Brésil.
- EMMI (M.), 1987. *A oligarquia do Tocantins e o domínio dos castanhais*, Belém, Centro de Filosofia e Ciências Humanas, NAEA-UFPA, 196 p.
- ETHNIES, 1990. « Brésil; indiens et développement en Amazonie », Paris, numéro spécial, vol. 11-12 : 5.
- FEARNSIDE (P. M.), 1989. « Extractive reserves in brazilian Amazonia », *Bioscience*, Washington, USA, vol. 39, n° 6 : 387-393.
- FOWERAKER (J.), 1982. *A luta pela terra : a economia política da fronteira pioneira no Brasil de 1930 aos dias atuais*, Rio de Janeiro, Zahar.

- HOMMA (A.), 1989. « O extrativismo vegetal : perspectiva historica, conceitos e preconceitos », communication au séminaire : *Extrativismo na Amazônia; viabilidade econômica e dinâmica populacional*, Belo Horizonte, Brésil, Cedeplar-UFMG.
- LAFLEUR (J.), 1989. Communication orale au séminaire : *Extrativismo na Amazônia; viabilidade econômica e dinâmica populacional*, Belo Horizonte, Brésil, Cedeplar-UFMG.
- LÉNA (P.), 1992. « Trajectoires sociales, mobilité spatiale et accumulation paysanne en Amazonie brésilienne : un exemple en Rondonia », *Cah. Sci. Hum.*, n° 28 (2) : 209-234.
- LÉNA (P.), 1991. « La difficile émergence d'une petite agriculture amazonienne au Brésil » in *Sahel, Nordeste, Amazonie. Politiques d'aménagement en milieu fragile*, Paris, Unesco, l'Harmattan.
- MARTINE (G.), 1982. « Expansão e retração do emprego na fronteira agrícola », *Revista de economia política*, vol. 2-3, São Paulo, Brésil.
- MARTINE (G.) et GARCIA (R. C.), 1987. *Os aspectos sociais da modernização da agricultura*, Caetes, São Paulo.
- MARTINS (J. DE S.), 1980. *Expropriação e violência; a questão política no campo*, São Paulo, Brésil, Hucitec.
- MARTINS (J. DE S.), 1981. *Oscamponeses e a política no Brasil*, Petropolis, Brésil, Vozes.
- MATTAR (H.), 1979. « Industrialization of the babaçu palm nut: the need for an ecodevelopment approach », *Conference on Ecodevelopment and Ecofarming*, Berlin, Seminar Center of the German Foundation for International Development.
- MAY (P. H.), 1989. *Efeitos distributivos de mudanças nos direitos de propriedade sobre recursos extrativistas*, Rio de Janeiro, Brésil, Ford Foundation, multigr., 23 p.
- MUSUMECI (L.), 1988. *O mito da terra liberta*, São Paulo, Socius-Anpocs, 419 p.
- SAWYER (D. R.), 1984. « Frontier expansion and retraction in Brazil » in SCHMINK et WOOD (éd., 1984) : 180-203.
- SCHMINK (M.) et WOOD (C. H.) (éd.), 1984. *Frontier expansion in Amazonia*, Gainesville, USA, Un. of Florida Press.
- TORRES (H. DA G.), 1990. *Migração e agricultura na fronteira; o caso da Amazônia Sul*, Belo Horizonte, Brésil, Université fédérale, dissertation de maîtrise, multigr., 146 p.
- VELHO (O. G.), 1972. *Frentes de expansão e estrutura agrária*, Rio de Janeiro, Brésil, Zahar.